

à propos



Le magazine du
KOFF pour la
promotion
de la paix

Commerce des armes : controverses et perspectives

swiss
peace

Schweizerische Friedensstiftung
Fondation suisse pour la paix
Fondazione svizzera per la pace
Swiss Peace Foundation

1

point fort

[Ventes d'armes : un sujet hautement politique en Suisse](#)

2

dossier

[Au Honduras, les armes sont omniprésentes](#)

[Relayer données et analyses pour réduire la violence armée](#)

[En faveur du contrôle du commerce des armes depuis 1945](#)

[Mettre fin à l'exportation de matériel de guerre suisse](#)

[Les munitions : une zone grise](#)

[L'engagement de la Suisse en faveur de pratiques responsables dans le commerce des armes](#)

[Le Traité sur le commerce des armes et la Suisse : un pas en avant humanitaire ?](#)

[Le Traité sur le commerce des armes d'un point de vue féministe](#)

3

pour aller plus loin

[Le commerce mondial des armes en 3D](#)

[Base de données des activités relevant du TCA](#)

[Pistes de réflexion sur le contrôle des exportations suisses de matériel de guerre](#)

4

actualité

[swisspeace / KOFF](#)

[Organisations membres](#)

[Organisations internationales partenaires](#)

5

calendrier

[Événements](#)

editorial

En Suisse comme à l'étranger, les chiffres du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) sur les ventes mondiales d'armes ont suscité cette année encore de nombreuses réactions et polémiques. D'aucuns défendent les intérêts économiques du pays ou bien les enjeux sécuritaires actuels, d'autres placent la promotion de la paix et les droits humains au centre du débat et attirent l'attention sur les conséquences dramatiques que peuvent avoir ces exportations dans de nombreux pays. Si le sujet suscite de vigoureux débats, la possibilité d'en discuter témoigne cependant du bon fonctionnement de la démocratie.

Cette édition analyse la polémique sur le commerce des armes et se penche sur le rôle de la société civile suisse. Cette dernière se doit en effet, elle aussi, de s'engager activement dans cette thématique. Que cela soit sur le terrain, en Suisse ou encore à l'échelle internationale, elle peut analyser et rendre compte des réalités et aider le public à se forger une opinion. Le but étant à terme de pouvoir influencer sur les législations nationales et internationales. En ce sens, les actions récemment menées à Genève par de nombreuses ONG à l'occasion de la conférence des États parties au Traité sur le commerce des armes sont à bien des égards exemplaires.

Marie Seidel, rédactrice

Ventes d'armes : un sujet hautement politique en Suisse



Soudan : un enfant tient dans sa main des munitions. Amnesty International Suisse

En Suisse, la question des ventes d'armes est hautement politique. Des intérêts économiques à la promotion de la paix en passant par la politique de sécurité, il existe des divergences auxquelles ni la législation, ni la définition des responsabilités au sein de l'administration n'apportent de solution. La société civile suisse a un rôle déterminant à jouer sur la question, aussi bien sur le plan de la politique nationale et internationale que dans les pays où elle mène des projets. Les échanges via des plateformes comme le KOFF contribuent à élaborer une stratégie commune pour influencer sur la politique des exportations d'armes en vue de promouvoir la paix.

Selon les derniers chiffres du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI), les ventes mondiales d'armes ont augmenté de 14% entre 2011 et 2015 par rapport aux cinq années précédentes. L'industrie de l'armement est en pleine croissance, et des sociétés suisses comme RUAG y contribuent. Selon les chiffres du Secrétariat d'État à l'économie (SECO), les entreprises suisses ont exporté en 2015 pour 446,6 millions de francs de matériel de guerre vers 71 pays, y compris, depuis la fin du moratoire sur les exportations en avril 2016, en Arabie Saoudite et dans des pays alliés impliqués dans le conflit yéménite.

Les ventes d'armes à l'étranger sont un sujet hautement politique et donnent lieu en Suisse à des débats animés en raison des intérêts divergents de l'économie, de la politique de sécurité et de la promotion de la paix. Le cœur du problème est d'évaluer la probité des acheteurs potentiels. Si tous les protagonistes poursuivent les mêmes objectifs – la sécurité, la paix et de bonnes conditions de vie pour la population – les avis divergent sur la meilleure façon d'y parvenir. L'industrie de l'armement donne la priorité aux considérations économiques (liberté du marché, préservation de l'emploi et compétitivité de l'industrie suisse) tandis que les tenants d'une politique de sécurité militaire estiment que l'armée, l'industrie de l'armement et la vente d'armes sont des piliers de la souveraineté de l'État, et donc indispensables à la stabilité et à la protection de la Suisse. Enfin, les défenseurs de la promotion de la paix issus des rangs de la société civile et du monde politique placent la protection des droits humains au centre de la notion de sécurité. Ils attirent l'attention sur les conséquences dramatiques que peuvent avoir les exportations de matériel de guerre par des entreprises suisses dans des pays qui sont impliqués dans des conflits militaires, qui revendent ces armes à des pays en guerre ou bien qui les utilisent contre leur propre population. Ces arguments et leur importance relative font l'objet d'âpres débats.

Les exportations suisses d'armes et de matériel de guerre sont régies par la loi fédérale sur le matériel de guerre et la loi sur le contrôle des biens. La loi sur le matériel de guerre a pour but de veiller au respect des obligations internationales et des principes de la politique étrangère de la Suisse par le biais du contrôle de la fabrication et du transfert du matériel de guerre. Cependant, elle vise également à assurer un certain maintien de l'industrie de l'armement afin de garantir la sécurité du pays. La marge d'interprétation des textes juridiques reflète donc les divergences qui entourent la prise de décision en matière de politique de paix et de sécurité.

Par ailleurs, les particularités conceptuelles de la législation et les évolutions technologiques sont la source de controverses. Ainsi, la Suisse fait la distinction entre matériel de guerre et « biens militaires spécifiques ». Ces derniers ne sont pas assujettis aux strictes obligations en matière d'exportation et d'autorisation prévues par la loi sur le matériel de guerre mais aux règles plus souples de la loi sur le contrôle des biens. Seuls relèvent de la législation sur le matériel de guerre les armes, munitions et équipements qui ne sont pas utilisables à des fins civiles. Or, l'évolution technologique facilite grandement le détournement des biens civils à des fins militaires et en fin de compte, ce sont les acheteurs qui décident de l'utilisation de ces biens à « usage dual ». La signature d'une déclaration de non-réexportation autorise des visites de contrôle par les autorités suisses afin de vérifier l'utilisation qui est faite de ces armes, l'objectif étant d'empêcher la revente d'armes à des États tiers qui les utiliseraient contre leur population civile. D'un point de vue contractuel, cette déclaration ne peut toutefois concerner que les armes. La mise en œuvre du Traité sur le commerce des armes (TCA) fin 2014 a encore contribué à assouplir le cadre juridique relativement strict de la Suisse.

À cela vient s'ajouter la complexité de la procédure d'autorisation des exportations d'armes. À la base, c'est le SECO qui accorde les autorisations d'exporter du matériel de guerre mais c'est le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) qui est capable d'évaluer la situation en matière des droits humains du pays acheteur. Si les offices fédéraux arrivent à des conclusions opposées, le SECO peut soumettre le cas au Conseil fédéral. Mais l'importante marge d'interprétation laissée par les prescriptions légales

entraîne le risque de voir des intérêts particuliers prévaloir.

Dans ce domaine, la société civile suisse a donc un rôle important à jouer. Les organisations d'aide humanitaire, de coopération au développement ou de promotion de la paix expérimentent au quotidien les conséquences de la présence d'armes sur le terrain et leur impact sur la population. Elles ont une connaissance approfondie de la situation dont elles peuvent rendre compte en s'appuyant sur des chiffres et des faits. Ce sont des informations essentielles auxquelles peuvent se référer les organisations œuvrant pour un contrôle plus strict de la vente d'armes en Suisse et à l'échelle internationale, lorsqu'elles souhaitent dénoncer certaines exportations de matériel de guerre ou réclamer la stricte application de la législation et une plus grande transparence dans l'octroi des autorisations. Ces informations aident par ailleurs le public à se forger une opinion.

Une plateforme comme celle du KOFF offre à ces différents acteurs la possibilité de débattre de ces questions. Certes leurs avis divergent, mais les discussions sur des sujets tels que la vente d'armes et ses répercussions sur la promotion de la paix permettent d'échanger des expériences et de réfléchir aux différentes positions et stratégies, ce qui est le signe d'une démocratie qui fonctionne. Le KOFF contribue également à décroiser la réflexion et à renforcer une politique de paix cohérente axée sur les droits humains. Pour influencer sur la politique des exportations d'armes, il est nécessaire d'élaborer des solutions en commun.

[swisspeace](#)

Annemarie Sancar

annemarie.sancar@swisspeace.ch

Senior Program Officer, Policy & Platform

links

- [swisspeace: Policy & Plattform](#)
- [Communiqué de presse du SIPRI, 22 février 2016 \(en anglais\)](#)
- [Communiqué de presse du SECO sur les exportations de matériel de guerre en 2015, 23 février 2016](#)
- [Loi fédérale sur le matériel de guerre](#)
- [Loi fédérale sur le contrôle des biens utilisables à des fins civiles et militaires, des biens militaires spécifiques et des biens stratégiques](#)
- [Texte complet du Traité sur le commerce des armes \(TCA\)](#)

dossier

Au Honduras, les armes sont omniprésentes



Panneau à l'entrée du restaurant El Morito à Tegucigalpa, au Honduras. Peace Watch Switzerland

Dès mon jogging matinal dans un petit parc de Tegucigalpa, capitale du Honduras, je croise deux jeunes soldats lourdement armés, assignés à la surveillance. Dans ce petit pays d'Amérique centrale, les armes sont entre toutes les mains, considérées par la population comme des instruments essentiels de défense et de sécurité personnelle. La loi sur le contrôle des armes à feu, des munitions et des explosifs autorise d'ailleurs toute personne majeure résidente à enregistrer jusqu'à cinq armes à feu. Parlementaires, juges, avocats et diplomates peuvent pour leur part détenir des armes sans aucun permis. Mais l'impunité et la corruption généralisées, ainsi que le trafic d'armes en provenance du Salvador voisin, du Guatemala et des États-Unis rendent difficile l'application de la loi, de sorte que la possession illégale d'armes est largement répandue. Des 48 094 homicides enregistrés au Honduras entre 2008 et 2015, quatre cinquièmes ont été perpétrés avec des armes à feu.

La forte militarisation du pays transparaît dans l'omniprésence des policiers et des soldats armés. Devant les boutiques, les grands magasins, les hôtels, les banques et certaines maisons, des agents de sécurité armés montent la garde. Conséquence de cette prolifération, les panneaux interdisant le port d'armes fleurissent dans les lieux publics, depuis les piscines jusqu'aux bars.

Certains défenseurs des droits humains sont eux aussi porteurs d'armes. Dès lors, ils ne peuvent prétendre à l'accompagnement des observateurs internationaux des droits humains comme ceux de Peace Watch Switzerland, cet accompagnement étant conditionné par le respect des principes de non-ingérence, d'indépendance politique et de non-violence. Pour les observateurs, toute la difficulté consiste à réaliser les contrôles nécessaires et à communiquer à ce sujet dans les régions rurales. On peut toutefois espérer que dans un proche avenir, les défenseurs des droits humains pourront travailler sans redouter autant de faire les frais de la violence armée. En effet, le Parlement débattre sous peu d'une révision de la loi sur le contrôle des armes, ce qui pourrait provoquer un retournement de l'opinion sur la question de la détention et de l'usage des armes à feu.

[Peace Watch Switzerland](#)

Angela Escher

Ancienne accompagnatrice de défenseurs des droits humains au Honduras

Marianne Widmer

pwsgl@peacewatch.ch

Directrice

links

- [Peace Watch Switzerland](#)
- [Projet d'accompagnement international au Honduras \(en anglais\)](#)
- [Loi sur le contrôle des armes à feu, des munitions et des explosifs \(en espagnol\)](#)
- [Article du portail Insight Crime : 80% des homicides perpétrés au Honduras résultent de la violence liée aux armes à feu. Juillet 2016 \(en anglais\)](#)

dossier

Relayer données et analyses pour réduire la violence armée

La prolifération et le détournement d'armes légères et de petit calibre représente une grave menace pour la sécurité humaine. La propagation incontrôlée de ces armes a exacerbé des conflits interétatiques et intra-étatiques, contribué à la violation des droits humains, sapé le développement politique et économique et dévasté les vies de millions de personnes. Chaque année, plus de 500 000 personnes décèdent d'une mort violente. D'après le rapport de Small Arms Survey « Le fardeau mondial de la violence armée 2015 », 44 % de ces décès impliquent l'utilisation d'une arme à feu.

Small Arms Survey a pour mandat de produire des connaissances sur tous les sujets relatifs aux armes légères et de petit calibre, connaissances qui doivent être impartiales, factuelles et pertinentes pour les politiques. Ce centre d'excellence est convaincu que les efforts pour combattre les armes légères et la violence armée ne porteront leurs fruits qu'à condition de relayer des informations précises concernant le flux mondial de ces armes et des analyses fiables des causes et conséquences de leur prolifération.

Les instruments internationaux de contrôle des armes tels que le Programme d'action des Nations unies (2001) et le Traité sur le commerce des armes (2013) encadrent des mesures qui portent sur la prolifération des armes légères et empêchent que les armes légales ne se retrouvent sur le marché d'armes illicites. En adoptant le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ses 17 objectifs de développement durable (ODD) en septembre 2015, les États membres des Nations unies ont également confirmé que paix et développement étaient inextricablement liés. L'intégration à l'objectif 16 de la cible 16.4, laquelle vise à réduire les flux d'armes illicites, met en lumière le rôle majeur des armes légères dans les conflits et la violence.

Le succès de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de l'ODD 16 sur la promotion de sociétés pacifiques et inclusives dépendra des partenariats intersectoriels qui mobiliseront efficacement les acteurs des gouvernements, de la société civile, du monde universitaire et du secteur privé. Parmi les partenariats prometteurs figurent le Global Partnership on Small Arms, initié par le gouvernement allemand fin 2015, et la SDG 16 Data Initiative. Small Arms Survey fournit les données, analyses et expertises sur les armes légères et la violence meurtrière pour ces deux projets.

[Small Arms Survey](#)

Luigi de Martino

luigi.demartino@smallarmssurvey.org

Coordonnateur des opérations

links

- [Site Internet de l'organisation Small Arms Survey](#)
- [Geneva Declaration. Le fardeau mondial de la violence armée 2015 : chaque mort compte. Mai 2015. \(en anglais\)](#)
- [Global Partnership on Small Arms](#)
- [SDG 16 Data Initiative](#)

dossier

En faveur du contrôle du commerce d'armes depuis 1945

Le Conseil suisse pour la paix (SFR) a été fondé en 1945 avec pour objectif l'ouverture politique de la Suisse après la Seconde Guerre mondiale. D'abord favorable à l'union des pays européens et à l'entrée du pays dans l'ONU, il s'est ensuite impliqué dans de nombreux thèmes relevant de la politique de paix, notamment le commerce des armes. Le SFR est par exemple intervenu pour le maintien de l'interdiction d'exporter des armes, adoptée par le Conseil fédéral en septembre 1944 lors du régime des pleins pouvoirs et étendue en juin 1946, ainsi que pour son inscription dans la Constitution.

L'échec de l'adhésion de la Suisse à l'ONU dans les années 1940 a provoqué l'isolement de la politique de sécurité suisse lors de la guerre froide, entraînant une vaste militarisation du pays ainsi que la création de plans pour le développement de l'arme atomique et pour l'élaboration de la défense générale. Par conséquent, la résistance contre la défense nationale totale et l'engagement pour une société ouverte et pour les droits humains sont devenus les thèmes clés du SFR. Les initiatives visant à limiter les dépenses militaires et à interdire les armes atomiques et l'exportation d'armes ont tout d'abord échoué. Toutefois, grâce notamment à la résistance de longue haleine du SFR, le Traité de non-prolifération a

été ratifié par la Suisse et l'exportation d'armes limitée. Le mouvement de résistance a pu en outre imposer le premier relevé de statistiques pertinentes à ce sujet. Avec la fin de la guerre froide, la défense générale a perdu sa raison d'être et a disparu. À la même époque, les bases de la promotion de la paix étatique ont été posées, permettant à la Suisse de s'engager sur le plan international pour la lutte contre le commerce illégal des armes et la mise en place du Traité sur le commerce des armes (TCA).

Aujourd'hui, il est moins question d'un mouvement de résistance contre l'État que d'une collaboration entre organisations pour la promotion de la paix et organes de l'administration fédérale. Ce qui n'empêche cependant pas les parties animées par leurs propres intérêts de rester en partie sur leurs positions.

Conseil suisse pour la paix

Ruedi Tobler

ruedi.tobler@friedensrat.ch

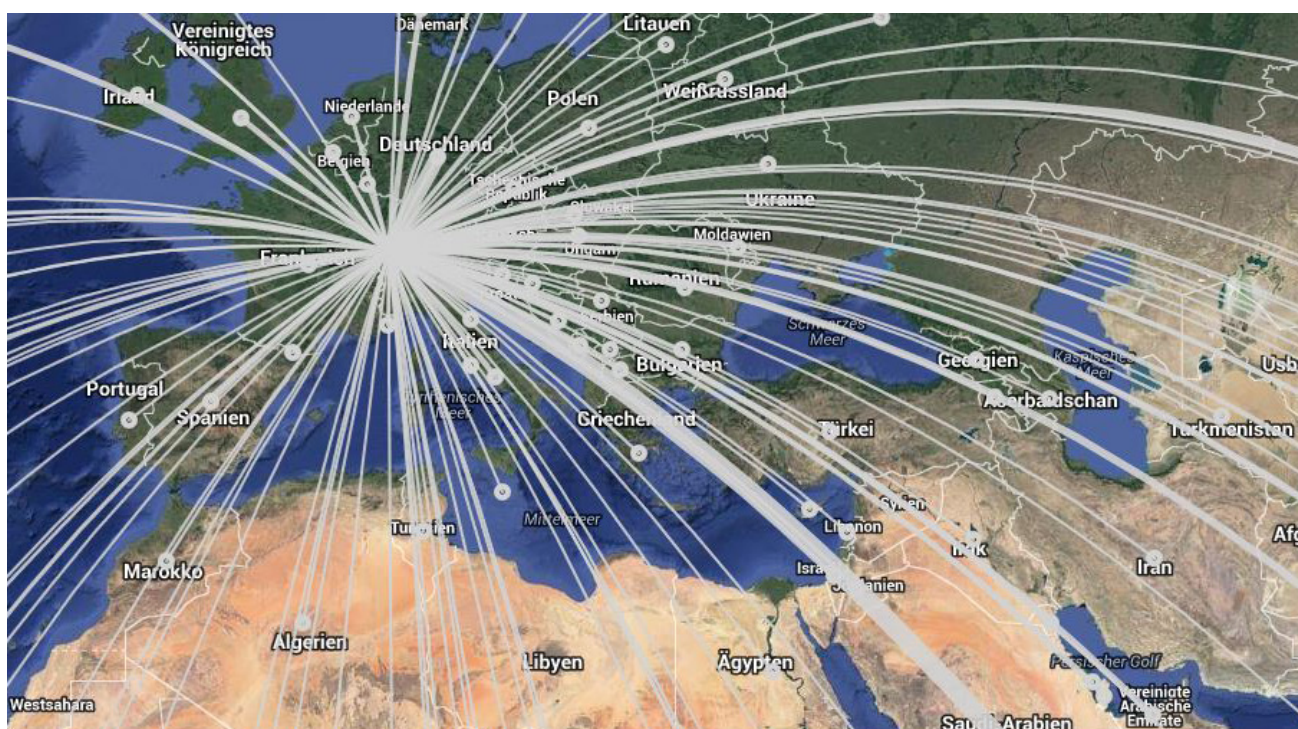
Président

links

- [Site Internet du Conseil suisse pour la paix](#)

dossier

Mettre fin à l'exportation de matériel de guerre suisse



D'après les chiffres publiés par le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) en février 2016, la Suisse a exporté en 2015 du matériel de guerre et des biens militaires spécifiques (avions d'entraînement militaires non armés ou drones de reconnaissance par exemple) pour un montant total de 1 611 698 558 francs. Elle se classe ainsi à la 11^e place des pays exportateurs dans le monde, et atteint même le 2^e rang du classement en termes de valeur par habitant. À partir des statistiques du SECO, le Groupe pour une Suisse sans Armée (GSsA) a créé une banque de données publique portant sur l'ensemble des exportations de matériel de guerre réalisées par la Suisse au cours de ces dernières années. Cet outil met à la disposition des médias, d'autres organisations et du grand public les chiffres les plus récents compilés de manière interactive, dans le but d'améliorer la transparence et d'accroître la pression en faveur de l'abandon de ces activités d'exportation.

Au rôle des fabricants dans l'économie de l'armement s'ajoute celui, prépondérant, de la place financière helvétique. Selon le rapport « Don't Bank on the Bomb » publié par la Campagne internationale pour l'abolition des armes nucléaires (ican) en novembre 2015, UBS et le Credit Suisse ont, cette même année, contribué à l'émission d'actions et d'obligations d'entreprises à hauteur de 6,5 milliards de francs ou investi directement dans l'industrie des armes nucléaires. La Banque nationale suisse a, pour sa part, investi plus de 600 millions de francs dans des entreprises impliquées dans la production d'armes nucléaires, tandis que les caisses de pension helvétiques ont placé quelque 8 milliards de francs dans l'industrie des armes. Pour mettre fin aux liens entre le secteur financier suisse et les multinationales de l'armement, l'assemblée générale du GSsA a résolu de lancer au printemps 2017 une initiative populaire fédérale réclamant l'interdiction du financement de matériel de guerre. Les caisses de pension publiques, soumises à une législation en partie distincte de celle applicable aux caisses privées, se doivent de donner l'exemple : à l'automne, le GSsA lancera des initiatives locales à Berne, Zurich et Lucerne visant à proscrire tout investissement des caisses de pension communales dans les entreprises d'armement.

[Groupe pour une Suisse sans Armée \(GSsA\)](#)

Nora Komposch

nora@gsoa.ch

Secrétaire du GSsA

links

- [Site Internet du Groupe pour une Suisse sans Armée](#)
- [Banque de données sur les exportations suisses de matériel de guerre de ces dernières années \(en allemand\)](#)
- [Initiative populaire du GSsA sur le financement du matériel de guerre \(en allemand\)](#)
- [Communiqué de presse du SECO sur les exportations de matériel de guerre en 2015, 23 février 2016](#)
- [PAX, ICAN. Don't Bank on the Bomb, A Global Report on the Financing of Nuclear Arms Producers. November 2015](#)

Les munitions : une zone grise

Outre le déminage humanitaire et la lutte contre le commerce illicite des armes, le stockage et la gestion sûrs et sécurisés des munitions revêtent une importance toute particulière pour la Suisse. L'enjeu est double : la sécurité des stocks empêche la prolifération incontrôlée des munitions susceptibles d'alimenter les conflits armés, le crime organisé et le terrorisme, tandis que la gestion et le stockage sûr contribuent à prévenir les explosions de dépôts. Ces deux aspects sont cruciaux pour la promotion et le maintien de la paix et de la sécurité. Mais à la différence du déminage humanitaire et de la lutte contre le trafic d'armes, la gestion des munitions est une zone grise et n'est régie par aucun accord multilatéral spécifique politiquement ou juridiquement contraignant.

Dans ce contexte, la Suisse a lancé une initiative diplomatique en novembre 2015. Une réunion consultative organisée à Genève a confirmé l'existence d'un intérêt suprarégional pour le sujet. Depuis, dans une première phase, la Suisse travaille au sein d'un groupe ouvert d'États à l'élaboration de mesures concrètes visant à améliorer la mise en œuvre des normes existantes en matière de gestion des munitions. Une deuxième rencontre internationale sous la forme d'un atelier technique se tiendra à Genève en décembre 2016.

À travers cette initiative, la Suisse aborde cette problématique de manière transversale. D'une part, elle réunit, grâce à l'étroite collaboration entre le DFAE et le DDPS, des experts des milieux militaire, diplomatique et autres, dépêchés par leurs États et organisations. D'autre part, elle ambitionne de prévenir et de désamorcer les conflits grâce à une approche globale en combattant l'accès illicite à tout type d'armements tout au long de leur cycle de vie. Dans ces contextes, les mines, armes et munitions ne peuvent plus être considérées séparément et des approches intégrées sont indispensables si l'on souhaite réduire globalement les risques qui pèsent sur les populations civiles. La Suisse reprendra cette vision décloisonnée dans la mise à jour de sa stratégie sur les armes légères et de petit calibre pour la période 2017-2020.

[Division Sécurité humaine du DFAE](#)

Anina Mathis

anina.mathis@eda.admin.ch

Chargée de programme

links

- [Département fédéral des affaires étrangères \(DFAE\)](#)
- [Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports \(DDPS\)](#)

L'engagement de la Suisse en faveur de pratiques responsables dans le commerce des armes

Entré en vigueur en décembre 2014, le Traité sur le commerce des armes (TCA) est le premier instrument de droit international à fixer un cadre réglementaire contraignant pour le commerce des armes dans le but de promouvoir la paix, la sécurité et la stabilité au niveau mondial et régional. La Suisse, qui a participé activement aux négociations, a notamment influencé le texte sur les points détaillant l'importance accordée au droit international humanitaire, le champ d'application du traité et les aspects techniques du contrôle à l'exportation. Son plaidoyer décisif a permis d'imposer la clause selon laquelle les risques de violation du droit international humanitaire et des droits humains doivent être examinés pour chaque transfert d'armes et que les exportations susceptibles d'être employées à des fins de génocide, de crime contre l'humanité ou de crime de guerre doivent être obligatoirement interdites. Aux côtés d'un groupe d'États, elle a en outre préconisé avec succès l'inclusion des armes légères et de petit calibre dans le champ d'application du traité.

Les normes communes et les mesures de coopération inédites définies par le TCA en matière de contrôle des transferts transfrontaliers d'armes conventionnelles et de lutte contre la prolifération constituent un nouveau standard dans la lutte contre le trafic d'armes. La Suisse s'investit d'ailleurs activement dans le travail d'application du traité. Elle accompagne sa mise en œuvre dans les pays encore dépourvus d'un contrôle à l'importation et à l'exportation opérationnel en mettant à leur disposition des moyens financiers et une expertise pour des programmes de formation. Elle s'attache également à promouvoir l'universalité du TCA en organisant des séminaires dans les régions les plus touchées et en encourageant la participation des pays économiquement faibles aux conférences du traité.

La Suisse abrite par ailleurs le siège du secrétariat permanent du TCA. Grâce au savoir politique présent à Genève dans les domaines de la sécurité, des droits humains et du commerce, allié à la densité du réseau diplomatique, la Suisse réunit des conditions propices à une mise en œuvre inclusive et efficace du traité.

[Secrétariat d'État à l'économie \(SECO\)](#)

André Mittmann

andre.mittmann@seco.admin.ch

Collaborateur scientifique

[links](#)

dossier

Le Traité sur le commerce des armes et la Suisse : un pas en avant humanitaire ?



Action lors de l'ouverture de la conférence des États parties au TCA à Genève en août 2016. Amnesty International Suisse

L'entrée en vigueur du Traité sur le commerce des armes (TCA) fin 2014 a été accueillie comme une grande réussite par la société civile internationale. Des organisations telles qu'Amnesty International et Control Arms se sont engagées pendant plus de vingt ans en faveur d'un traité sur le contrôle du commerce international des armes. Ce n'est toutefois qu'à l'occasion de sa mise en œuvre par les États parties que le TCA se révélera effectivement être un pas en avant humanitaire ou un tigre de papier. Comme le secrétariat du TCA et la conférence annuelle des États parties se situent depuis 2016 à Genève, une responsabilité particulière incombe au gouvernement et à la société civile suisses.

Le TCA est le premier à fixer des normes contraignantes concernant le contrôle du commerce mondial d'armes conventionnelles et de munitions. Il interdit la livraison

d'armes dans les pays où il existe un fort risque qu'elles soient utilisées pour commettre de graves violations des droits humains ou des crimes de guerre. Le traité doit « contribuer à la paix, la sécurité et la stabilité internationales et régionales » et « réduire la souffrance humaine ».

La Suisse a joué un rôle positif dans le développement du TCA. Sous l'égide du SECO, elle s'est engagée dans les négociations internationales ardues en faveur de la conclusion d'un traité « le plus fort et le plus efficace possible ». Par la suite, les évolutions ont cependant montré que la Suisse se souciait moins de la politique de paix qu'à préserver l'industrie suisse d'armement. Après la signature du TCA, la Suisse a ainsi assoupli par deux fois son régime national de contrôle des exportations d'armes.

En mars 2014, le Parlement a réduit le contrôle des exportations suisses au niveau du TCA. Ainsi, l'interdiction d'exporter des armes « si le pays de destination viole systématiquement et gravement les droits humains » peut être levée tant que les armes exportées ne sont pas directement utilisées à ces fins. En avril 2016, le Conseil fédéral a en outre décidé de réinterpréter de manière audacieuse l'ordonnance sur le matériel de guerre. L'interdiction de fournir des armes aux pays « impliqués dans un conflit armé interne » s'applique désormais uniquement si le conflit a lieu dans le pays de destination lui-même.

Avec cette politique, la Suisse assouplit le contrôle des exportations plutôt que de le renforcer et torpille ainsi son rôle d'exemple qu'elle devrait pourtant absolument tenir en tant qu'hôte du TCA. Certes, 130 pays ont déjà signé le TCA et 87 l'ont ratifié, mais pour qu'une mise en œuvre stricte ait lieu, les gouvernements doivent affirmer leur volonté politique. Afin d'atteindre les objectifs du traité, l'implication de la société civile et un suivi critique des négociations du TCA à long terme sont nécessaires.

[Amnesty International Suisse](#)

Patrick Walder

p.walder@amnesty.ch

Coordinateur de campagne

links

- [Amnesty International Suisse](#)
- [Secrétariat du Traité sur le commerce des armes](#)
- [Amnesty International. Appliquer le traité sur le commerce des armes pour garantir la protection des droits humains. Février 2015](#)

dossier

Le Traité sur le commerce des armes d'un point de vue

féministe

Vu sous l'angle de la politique de paix féministe, les exportations de matériel de guerre sont en totale contradiction avec la politique de sécurité humaine, qui entend réduire les menaces non militaires telles que les inégalités sociales, les violations des droits humains, la faim et la pauvreté. Le Traité sur le commerce des armes (TCA) est le premier instrument international juridiquement contraignant à remédier un tant soit peu à cette incohérence : son objectif est d'alléger les souffrances humaines en imposant des normes obligatoires pour le commerce du matériel de guerre.

Organisation féministe de promotion de la paix, le cfd s'engage contre toutes les formes de violence physique ou psychologique exercées à l'encontre des femmes. Les armes légères en particulier jouent un rôle aggravant dans le contexte de la violence faite aux femmes, telle que les violences sexuelles en situation de guerre et la violence domestique. La détention d'armes n'est pas neutre sur le plan du genre : elle est le reflet de rapports de pouvoir et de relations hommes-femmes favorables à la violence et reste intimement associée à la conception traditionnelle de la virilité. Or, si les hommes progressistes n'ont depuis longtemps plus besoin d'armes pour donner la preuve de leur masculinité, les armes à feu entretiennent les stéréotypes et continuent à menacer et à traumatiser bien des femmes dans le monde. Par ailleurs, la possession d'armes à feu accroît considérablement la propension à la violence. Des études comparatives internationales montrent ainsi que la sécurité physique et le sentiment de sécurité augmentent quand on limite la disponibilité des armes.

Selon l'art. 7 du TCA, le commerce des armes est illégal dès lors notamment que le matériel est susceptible d'être utilisé pour faciliter ou encourager les actes de violence grave à l'encontre des femmes. Seule une application rigoureuse des dispositions du traité peut déboucher sur une réduction des formes de violence génératrices de souffrances humaines, dont les violences faites aux femmes.

Partant de ces considérations, le cfd réclame, aux côtés d'autres ONG, la mise en œuvre stricte du TCA, lequel est applicable en Suisse depuis avril 2015. La Suisse, siège du secrétariat du traité, assume à ce titre une responsabilité particulière.

cfid

Sarah Diack

sarah.diack@cfid-ch.org

Chargée de programme pour la politique de paix

links

- [cfid: politique de paix féministe](#)
- [cfid: traité sur le commerce des armes \(en allemand\)](#)

pour aller plus loin

Le commerce mondial des armes en 3D

Mapping Arms Data est un outil de visualisation du commerce mondial des armes développé par le Peace Research Institute Oslo (PRIO) en collaboration avec l'institut Igarapé. La base de données contient plus de 35 000 entrées sur les exportations et les importations d'armes légères et de munitions provenant de plus 262 pays entre 1992 et 2012.

La représentation tridimensionnelle, impressionnante, permet à l'observateur de suivre facilement le commerce des armes, notamment celui des armes militaires et civiles, et des munitions. Un menu permet également d'afficher les échanges en fonction de critères spécifiques et les flux représentant l'intensité du commerce entre les pays sont symbolisés par des points luminescents de différentes tailles en mouvement.

Face au côté ludique de cette visualisation, le risque est grand d'oublier le sérieux du sujet. Il n'empêche, il s'agit là d'un outil réussi et utile pour visualiser le commerce mondial des armes.

links

- [Mapping Arms Data](#)

pour aller plus loin

Base de données des activités relevant du TCA

Le Traité sur le commerce des armes (TCA) est un accord multilatéral qui régule le commerce international d'armes. Le site Internet « Mapping ATT-relevant Cooperation and Assistance Activities » du Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) aide les États parties à trouver renseignements et documentation sur les activités internationales relevant du TCA.

L'idée est de regrouper dans la base de données les processus et les informations fournis par les différents pays et acteurs et de les mettre à la disposition de tous. La base de données, comprenant pour le moment l'Afrique subsaharienne, l'Amérique latine et les Caraïbes, peut être consultée au moyen de requêtes spécifiques portant sur des critères prédéfinis, tels que le type d'activité ou les organisations partenaires impliquées. Cet outil permet d'accélérer les processus d'apprentissage et d'éviter les doublons.

L'ATT-Assistance est une plateforme puissante et interactive, destinée à être utilisée par le plus grand nombre d'États parties du TCA pour soutenir le travail des pays dont les institutions administratives sont faibles.

[links](#)

- [Mapping ATT-relevant Cooperation and Assistance Activities](#)

pour aller plus loin

Pistes de réflexion sur le contrôle des exportations suisses de matériel de guerre

La discussion relative aux exportations suisses de matériel de guerre suscite des controverses. Une base de discussion objective et informative est par conséquent indispensable. Le think tank suisse de politique étrangère foraus en a fourni une avec son document de réflexion « Contrôle des exportations suisses de matériel de guerre ». Bien que ce document ait été publié il y a déjà quatre ans, il fait le point sur les aspects encore controversés de la législation suisse sur le matériel de guerre.

Différents points du cadre légal font l'objet d'une discussion approfondie et des améliorations sont proposées. Une attention particulière est portée aux exportations de matériel de guerre dans les pays à risque, au processus d'autorisation et aux aspects liés à la neutralité. Les auteurs recommandent d'appliquer de manière stricte les déclarations de non-réexportation et de sanctionner toute violation de celles-ci. Une communication claire et transparente de la part de la Confédération est également souhaitée.

Un précieux outil de référence pour un débat objectif et précis.

[links](#)

- [foraus. Der Schweizerische Kriegsmaterialexport auf dem Prüfstand. Publication n° 10. Avril 2012 \(en allemand\)](#)

actualité

swisspeace / KOFF

Cours « National Dialogue & Peace Mediation »

Les dialogues nationaux sont de plus en plus considérés comme un moyen de résoudre les crises politiques et les situations de post-conflit dans un souci d'inclusion. Ils peuvent avoir lieu avant, pendant ou après des négociations de paix et ont pour but d'offrir la possibilité de discuter des problèmes d'importance nationale et d'instaurer la confiance entre les différents segments de la population. Comme ils sont menés au niveau national, ces processus participent au sentiment d'appropriation, d'inclusion et de légitimité.

Organisé par swisspeace et la fondation Berghof, le cours « National Dialogue & Peace Mediation » permet de mieux comprendre, concevoir et favoriser les processus de dialogue national. Il fournit une formation pratique d'amélioration des compétences de dialogue et de médiation, offre une réflexion critique sur les enseignements pouvant être tirés de cas précédents et vise à créer une communauté de pratique.

Le cours a lieu du 13 au 17 février 2017 à Bâle. Il peut constituer l'un des modules des formations post-diplôme en promotion civile de la paix (CAS, DAS et MAS) offertes par swisspeace et l'université de Bâle. Le délai d'inscription est fixé au 30 novembre 2016.

[swisspeace](#)

Ursina Bentele

ursina.bentele@swisspeace.ch

Program Officer, Training

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription](#)

Formation « Theories of Change in Fragile Contexts »

Si les théories du changement sont de plus en plus utilisées dans les documents stratégiques et de projet, elles sont rarement pleinement exploitées. La formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile explique comment créer de « bonnes » théories du changement qui aideront les professionnel(le)s à acquérir une compréhension approfondie de leurs programmes et des effets de ces derniers.

La formation offre aux participant(e)s une meilleure compréhension des concepts à la base des théories du changement et de la manière dont il convient de les employer ; des exercices pratiques pour les aider à créer des théories du changement à différents niveaux ;

un aperçu des diverses utilisations de ces théories lors des phases de conception, de suivi et d'évaluation de projet ; ainsi que des pistes sur la manière d'utiliser les théories du changement pour favoriser l'apprentissage organisationnel et rendre compte de la complexité d'un projet.

La formation a lieu du 1er au 3 février 2017 à Bâle. Elle peut constituer l'un des modules des formations post-diplôme en promotion civile de la paix (CAS, DAS et MAS) offertes par swisspeace et l'université de Bâle. Le délai d'inscription est fixé au 30 novembre 2016.

[swisspeace](#)

Franziska Sigrist

franziska.sigrist@swisspeace.ch

Head, Training

[links](#)

- [Informations complémentaires](#)
- [Inscription](#)

Dernières publications de swisspeace

En 2015, le groupe de travail composé d'ONG suisses féministes et spécialisées dans les droits des femmes a mené une réflexion sur le Programme de l'ONU pour les femmes, la paix et la sécurité. Il a organisé dans ce cadre trois ateliers sur la Syrie, la Bosnie-Herzégovine et la Suisse. Les résultats de ces discussions font désormais l'objet d'un rapport alternatif de la société civile, le premier en son genre. Celui-ci fait un état des lieux indépendant de la mise en œuvre du Plan d'action national 1325 suisse (PNA 1325) et met en lumière les actions possibles pour promouvoir la paix en tenant compte de la différence entre les sexes. Une version anglaise du rapport sera très prochainement disponible en ligne.

Le dernier Working Paper de swisspeace, « Conflict Sensitivity : Taking it to the Next Level », est le produit d'une réflexion critique de quarante experts internationaux et a pour objectif de faire avancer l'analyse, la discussion et les ébauches de solutions sur le thème de la sensibilité au conflit. Les articles des chercheurs de renom portent aussi bien sur des analyses critiques que sur les débats actuels entourant certaines politiques. Ce Working Paper contient également des études sur l'adoption par les entreprises d'une approche sensible au conflit ainsi que des essais insistant sur le rôle clé de la sensibilité au conflit en tant qu'outil pour décroiser les pratiques actuelles et favoriser une approche globale de promotion de la paix.

[links](#)

- [Groupe de travail 1325 sur les femmes, la paix et la sécurité. « Frauen Frieden Sicherheit – Reloaded ». 2016](#)

actualité

Organisations membres

Offre de formation continue (CAS) en art et coopération internationale

Quels rôles l'art peut-il jouer dans un contexte de reconstruction et de promotion de la paix ? Des stratégies artistiques pourraient-elles contribuer à faire disparaître les divisions au sein d'une société et faire avancer le changement social ? Comment relier travail artistique et sensibilité aux conflits ? Quelle conception de l'art doit-on prendre en considération dans le cadre de la coopération internationale ?

Depuis 2012, ces questions sont au cœur de l'activité d'artasfoundation, la Fondation suisse pour l'art en zones de conflit. En collaboration avec la Haute école d'arts de Zurich et un réseau international d'experts, artasfoundation a élaboré un programme de formation continue, « Arts and International Cooperation » (CAS), qui offre un cadre à une réflexion expérimentale sur un domaine d'activité réunissant théories et pratiques de l'art contemporain, travail humanitaire et coopération internationale. Le CAS s'adresse aux collaborateurs d'organisations gouvernementales et non gouvernementales mais aussi aux acteurs des domaines artistique et culturel.

Les modules de ce CAS passés avec succès donnent droit à des équivalences dans les cursus de formation continue (MAS/CAS) de swisspeace et inversement.

[artasfoundation](#)

Dr. Marcel Bleuler

marcel.bleuler@artasfoundation.ch

Direction

links

- [artasfoundation](#)
- [CAS en art et coopération internationale \(en anglais\)](#)
- [Inscriptions jusqu'au 27 novembre 2016](#)

actualité

Organisations internationales partenaires

Conciliation Resources : la paix grâce à l'innovation

Au cours des cinq dernières décennies, la Colombie a été victime de l'un des conflits les plus longs et les plus violents du monde, avec plus de 200 000 morts, des milliers de disparitions forcées et de kidnappings, et près de 7 millions de personnes déplacées. En juin 2016, après presque quatre années de négociations de paix à La Havane, le gouvernement colombien et les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC), ont annoncé un cessez-le-feu historique. Dans leur rapport « Innovations dans le processus de paix en Colombie », les organisations Conciliation Resources et NOREF décrivent les innovations et développements ayant conduit à cet accord et pouvant s'avérer pertinents pour les processus de paix ailleurs dans le monde. Le rapport souligne notamment l'importance de dissocier les négociations de paix du processus de paix ; de placer les droits des victimes au centre des discussions ; d'aborder le problème structurel du développement rural ; de créer une sous-commission dédiée aux genres et de planifier l'application d'un accord bien avant sa signature.

links

- [Conciliation Resources, NOREF. Innovations dans le processus de paix en Colombie. Juin 2016 \(en anglais\)](#)

Blog PeaceLab2016

Sous-titrée « Prévention des crises : approfondir la réflexion », la plateforme PeaceLab2016 est un lieu de débat consacré à l'évolution des nouvelles directives du gouvernement allemand concernant la gestion des crises et la promotion de la paix. Le blog est rédigé par le Global Public Policy Institute (GPPi) de Berlin et bénéficie du soutien financier du ministère allemand des Affaires étrangères.

Lors de l'ouverture du débat relatif aux nouvelles directives le 5 juillet à Berlin, le ministre allemand des Affaires étrangères Steinmeier a invité à « discuter ouvertement pour savoir dans quels domaines nous faisons du bon travail et où et comment nous pourrions nous améliorer et gagner en efficacité ». Dans cette optique, le blog donne régulièrement la parole à des expert(e)s du monde politique, de la société civile et de la recherche, mais aussi à des contributeurs issus du grand public. Le courriel hebdomadaire de la rédaction

propose aux abonnés un aperçu des articles à paraître.

links

- [Accéder au blog \(en allemand\)](#)
- [S'abonner au courriel hebdomadaire](#)

Projet d'apprentissage collaboratif du CDA

Les acteurs internationaux considèrent de plus en plus que le secteur privé a un rôle à jouer dans la promotion de la paix dans les États touchés par les conflits. Mais du fait de la proximité des groupes armés, opérer de manière responsable est un défi pour les entreprises, qui ont des difficultés à savoir si elles financent indirectement les acteurs du conflit, comment protéger les communautés de la violence et avec qui travailler dans un contexte de clivage, d'affinités cachées et de pressions exercées par des acteurs armés. Il est également compliqué d'évaluer les possibilités d'engagement aux côtés des acteurs de la paix. Actuellement, rares sont les ressources permettant de comprendre et de guider les entreprises dans la gestion efficace de leur impact sur les dynamiques de conflit, la sécurité humaine et les efforts de paix. Le CDA mène un projet d'apprentissage collaboratif afin de développer des ressources pratiques et basées sur des faits pour aider les entreprises à faire face à leurs responsabilités dans les contextes de conflit. N'hésitez pas à prendre contact si le projet vous intéresse ou si vous disposez d'informations concernant des ressources pertinentes.

[CDA Collaborative Learning Projects](#)

Dost Bardouille

dbardouille@cdacollaborative.org

links

- [Site Internet du CDA](#)
- [Description détaillée du projet](#)

calendrier

Événements

5 septembre 2016

Lucerne, Suisse

[Conférence sur les objectifs de développement durable](#)

Les 17 objectifs de développement durable (ODD) sont-ils réalistes ? Quelles sont les conséquences de l'agenda 2030 sur la condition des femmes ? Quel est le rôle de la DDC et

de la société civile suisse dans la mise en œuvre de ce programme ? Et comment appliquer les ODD au contexte suisse ? Ces questions feront partie d'une discussion à laquelle participeront des représentantes d'Alliance Sud et de la DDC en présence du journaliste Andreas Zumach.

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 10 septembre 2016

Barcelone, Espagne

[Formation de CDA Collaborative Learning Projects](#)

L'organisation CDA Collaborative Learning Projects organise une formation de 5 jours sur les approches systémiques de promotion de la paix et d'analyse de conflit. Intitulée « Systems Approaches in Peacebuilding – Reflecting on Peace Practice II », elle se tiendra à Barcelone du 10 au 14 octobre 2016.

[Informations complémentaires et inscriptions jusqu'au 10 septembre 2016](#)

Jusqu'au 15 septembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace «Business, Conflict and Human Rights»](#)

Comment les entreprises peuvent-elles agir de manière responsable en zone instable ? Organisé en collaboration avec SAFESTAINABLE, le cours de swisspeace « Business, Conflict and Human Rights » explore cette question sous différents angles. Il s'attarde sur les normes internationales actuelles dans le domaine des entreprises et des droits humains ainsi que sur les manières dont les entreprises peuvent les appliquer. Il met en outre en lumière les rôles et les stratégies des entreprises, des gouvernements, des organisations internationales et de la société civile dès lors qu'il s'agit de promouvoir des pratiques entrepreneuriales responsables. Le cours aura lieu du 10 au 12 novembre 2016.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 15 septembre 2016](#)

17 septembre 2016

Berne, Suisse

[Séance d'information de PBI et PWS](#)

Peace Brigades international (PBI) et Peace Watch Switzerland (PWS) organisent une séance d'information à Berne pour en savoir plus sur les possibilités d'engagement en faveur des droits humains dans leurs projets comme en Suisse. L'occasion d'en apprendre davantage sur le travail concret des volontaires sur le terrain, le processus de formation et le fonctionnement des organisations. Une autre séance d'information aura lieu le 1er octobre 2016 à Zurich.

[Informations complémentaires](#)

[Contact](#)

21 septembre 2016

Bâle, Suisse

[Journée internationale de la paix](#)

Y-a-t-il une esthétique de la non-violence ? Telle est la question que se poseront les experts de l'art et de la recherche sur la paix réunis à l'université de Bâle à l'occasion de la journée internationale de la paix. L'événement est organisé par swisspeace en partenariat avec NCCR eikones et l'université de Bâle.

[Informations complémentaires](#)

[Contact](#)

Du 23 au 24 septembre 2016

Bâle, Suisse

[Module d'introduction du CAS de swisspeace en promotion civile de la paix](#)

Le module d'introduction du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS) aura lieu du 23 au 24 septembre 2016. Conçu pour les professionnel(le)s ayant suivi une formation universitaire, ce CAS propose une approche globale de la promotion civile de la paix, fournit une réflexion critique sur les pratiques de promotion de la paix et fait appel aux conclusions de la recherche actuelle.

[Informations complémentaires](#)

Du 14 au 15 octobre 2016

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Peacebuilding & Statebuilding »](#)

Du 14 au 15 octobre 2016 aura lieu le bloc thématique « Peacebuilding & Statebuilding » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

27 octobre 2016

Berne, Suisse

[Table ronde du KOFF sur la Colombie](#)

Le 27 octobre (de 14h15 à 17h00), le KOFF organise une table ronde sur la Colombie. La discussion, en présence d'une délégation des organisations partenaires colombiennes du programme de promotion de la paix, sera consacrée à l'action de la société civile dans le processus de paix.

[Informations complémentaires](#)

3 novembre 2016

Berne, Suisse

[Table ronde sur l'art et la promotion de la paix](#)

le KOFF organise en partenariat avec l'organisation artasfoundation une table ronde sur

l'art et la promotion de la paix. Avec la participation de la danseuse et artiste Meret Schlegel, de Vesna Matkovic (International Alert) et de Dagmar Reichert (artasfoundation).

[Informations complémentaires](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription à la formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile](#)

La formation de swisspeace sur les théories du changement en contexte fragile explique comment créer de « bonnes » théories du changement qui aideront les professionnel(le)s à acquérir une compréhension approfondie de leurs programmes et des effets de ces derniers. Elle aura lieu du 1er au 3 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Jusqu'au 30 novembre 2016

Bâle, Suisse

[Inscription au cours de swisspeace «National Dialogue & Peace Mediation»](#)

Le cours « National Dialogue & Peace Mediation » organisé par swisspeace et la Fondation Berghof permet de mieux comprendre, concevoir et favoriser les processus de dialogue national. Il fournit également une formation pratique d'amélioration des compétences de dialogue et de médiation et offre une réflexion critique sur les enseignements pouvant être tirés de cas précédents. Le cours aura lieu du 13 au 17 février 2017.

[Informations complémentaires](#)

[Inscription jusqu'au 30 novembre 2016](#)

Du 2 au 3 décembre 2016

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Business & Peace »](#)

Du 2 au 3 décembre 2016 aura lieu le bloc thématique « Business & Peace » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Du 27 au 28 janvier 2017

Bâle, Suisse

[Bloc thématique du CAS : « Dealing with the Past »](#)

Du 27 au 28 janvier 2017 aura lieu le bloc thématique « Dealing with the Past » organisé dans le cadre du cours annuel de swisspeace en promotion civile de la paix 2016/2017 (CAS).

[Informations complémentaires](#)

Ce PDF a été généré automatiquement.
Lire à propos : www.swisspeace.ch/apropos

Éditeur	KOFF de swisspeace
Contact	Sonnenbergstrasse 17, Case postale, CH-3001 Bern, Tél.: +41 (0)31 330 12 12
Rédaction	Marie Seidel, Stephan Kyburz
Mise en page	Liliana Rossier
Traduction	Furrer Übersetzungen, Übersetzergruppe Zürich
Couverture	Action de la coalition «Contrôlez les armes» près de l'édifice des Nations unies à New York, juillet 2012. Creative Commons, Control Arms Coalition/Andrew Kelly

KOFF

Kompetenzzentrum Friedensförderung
Centre pour la promotion de la paix
Centre for Peacebuilding

Le KOFF est un réseau d'échange et de dialogue animé par swisspeace. Il est soutenu par le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) et les ONG suisses suivantes :

Action de Carême	Fondation village d'enfants	Peace Brigades International Suisse
Alliance Sud	Pestalozzi	Peace Watch Switzerland
Appel de Genève	Graines de Paix	Quaker United Nations Office
APRED	Green Cross Suisse	Société pour les peuples menacés
artasfoundation	Groupe pour une Suisse sans armée	Solidar Suisse
Baha'i	HELVETAS Swiss Intercooperation	SOS Village d'enfants
Brücke · Le pont	IAMANEH Suisse	Stiftung für Integrale
Caritas Suisse	ICP	Friedensförderung
cfd	Initiative de Lucerne pour la paix et la sécurité (LIPS)	Swiss Academy for Development
Conseil suisse pour la paix	Interpeace	SWISSAID
Croix-Rouge Suisse	Ligue Suisse des femmes catholiques	Terre des Femmes Suisse
DCAF	medico international suisse	terre des hommes schweiz
Eirene Suisse	MIR Suisse	World Vision Suisse
Entraide Protestante Suisse	mission 21	
Femmes de Paix Autour du Monde	miva – transporte l'aide	
Femmes pour la Paix Suisse	Organisation suisse d'aide aux réfugiés	
Fondation Caux – Initiatives et changement	Palmyrah	
Fondation Hironnelle		